ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, le 13 avril 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant certaines dispositions administratives et pécuniaires en faveur des agents de la Régie des Télégraphes et des Téléphones, titulaires d'un grade de la carrière d'ingénieur industriel ou d'architecte", a donné le 20 août 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vacantiekamer, de 13e april 1982 door de Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van sommige administratieve en geldelijke bepalingen ten gunste van de ambtenaren van de Regie van Telegrafie en Telefonie die met een graad van de loopbaan van industrieel ingenieur of van architect zijn bekleed", heeft de 20e augustus 1982 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Après avoir obtenu des informations complémentaires des fonctionnaires délégués et après avoir fait en sorte que les intentions du Gouvernement se traduisent dans des textes conformes aux usages en matière de légistique, le Conseil d'Etat estime devoir proposer un texte nouveau.

Pour faciliter la lecture du texte proposé, on trouvera ci-après un plan en forme de tableau de concordance avec le projet du Gouvernement.

II. Plusieurs dispositions du projet (article 9, §§ ler et 2, article 10, article 12 et article 14, §§ ler et 2) prévoient que certains agents sont nommés "d'office" à l'un des grades nouvellement créés. Par contre, les mots "d'office" ne figurent pas à l'article 7.

Ils ont été volontairement omis dans le texte proposé, afin d'éviter que celui-ci puisse être interprété, soit comme dispensant l'autorité compétente d'un acte formel de nomination, soit même comme consacrant un véritable droit à la nomination. Cette omission n'est pas de nature à atténuer l'obligation que, dans l'intention du Gouvernement, l'autorité aura de procéder à la nomination par application du texte en projet.

III. Suivant l'article 15 du projet :

"Le présent arrêté produit ses effets le ler décembre 1978.

L'article 12 ne peut toutefois pas rétroagir avant la date d'entrée en service de l'intéressé".

.../...

L'effet rétroactif recherché, qui ne s'attachera qu'aux mesures individuelles d'application de l'arrêté en projet, résulte déjà des termes mêmes des dispositions qui prévoient cet effet (articles 7 et 12). Celles-ci ne sont nullement en contradiction avec une entrée en vigueur non rétroactive de l'arrêté.

PLAN PROPOSE.

Articles du texte proposé.		(T.C. = télécommunications).	Articles du projet.
		Chapitre Ier. Dispositions organiques.	
		Section 1ère. Statut administratif.	
1er	(1)	Modification de l'annexe I de l'arrêté royal du 8 juillet 1977.	2 et 3
2		Condition de diplôme.	1er
3		Promotion (carrière plane).	5
4		Modification de l'article 7 de l'arrêté royal du 7 août 1973.	11
		Section 2. Statut pécuniaire.	
5		Modification de l'annexe I de l'arrêté royal du 3 mars 1976.	4
		Chapitre II. Dispositions transitoires.	
		Section 1ère. Statut administratif.	
6		Ingénieur technicien et ingénieur technicien principal.	7 et 8

.../...

(1) Il est proposé de placer -contrairement à l'usage législatique- en tête du projet, un article modificatif, parce qu'il constituera l'origine de toutes les autres dispositions. L'autre article modificatif figurera, lui aussi, à sa place logique.

7	Ingénieur technicien des T.C. en chef et lauréats du concours.	9
8	Ingénieur technicien des T.C. chef de service.	10
9	Architecte, architecte principal et architecte principal des T.C.	12 et 13
10	Architecte des T.C. en chef.	14
	Section 2. Statut pécuniaire.	
11	Carrières mixtes d'architecte et d'ingénieur industriel.	6
	Chapitre III. Dispositions finales.	
12	Entrée en vigueur.	15
13	Exécutoire.	16

TEXTE PROPOSE.

"ARRETE ROYAL PORTANT CERTAINES DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET PECUNIAIRES EN FAVEUR DES AGENTS DE LA REGIE DES TELEGRAPHES ET DES TELEPHONES, TITULAIRES D'UN GRADE DE LA CARRIERE D'INGENIEUR INDUSTRIEL OU DE LA CARRIERE D'ARCHITECTE.

BAUDOUIN, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

.../...

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, notamment l'article 21, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif aux grades de chef de centre d'exploitation technique et de chef de bureau technique à la Régie des télégraphes et des téléphones, notamment l'article 7, § 1er, modifié par les arrêtés royaux du 28 juin 1974 et du 6 juillet 1979, et l'article 10, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1979;

Vu l'arrêté royal du 3 mars 1976 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, notamment l'article 7, § 2, l'article 8 modifié par l'arrêté royal du 24 février 1977, l'article 24, § 2, l'article 28 et l'annexe I, modifiée par les arrêtés royaux du 24 février 1977, du 14 juillet 1980 et du 9 avril 1981;

Vu l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, notamment l'annexe I, modifiée par les arrêtés royaux du 6 juillet 1979, du 14 juillet 1980, du 9 mars 1981, et l'annexe II, modifiée par l'arrêté royal du 16 décembre 1981;

Considérant qu'à la suite de la création des études et du diplôme d'ingénieur industriel et de la restructuration des études d'architecte, par les lois du 18 février 1977, il importe de créer, à la Régie des télégraphes et des téléphones, une carrière d'ingénieur industriel de niveau 1 et de placer au même niveau la carrière d'architecte;

.../...

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale de la Régie des télégraphes et des téléphones;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 11 décembre 1981;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 11 décembre 1981;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et de Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. - Dispositions organiques.

Section 1ère. Statut administratif.

Article 1er (articles 2 et 3 du projet).

§ 1er. A l'annexe I de l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, modifié par les arrêtés royaux du 6 juillet 1979, du 14 juillet 1980 et du 9 mars 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au rang 12, la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications chef de service" est remplacée par la mention : "Ingénieur industriel des télécommunications chef de service".

..../...

2° Au rang 11 :

a) la mention : "Architecte des télécommunications en chef" est remplacée par la mention : "Architecte principal des télécommunications";

b) la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications en chef" est remplacée par la mention : "Ingénieur industriel principal des télécommunications".

3° Au rang 10 :

a) la mention : "Architecte" est insérée avant la mention : "Ingénieur";

b) la mention : "Ingénieur industriel" est insérée après la mention : "Ingénieur architecte".

4° Au rang 25, les mentions : "Architecte principal" et "Architecte principal des télécommunications" sont supprimées.

5° Au rang 24, la mention : "Architecte" est supprimée.

§ 2. A l'annexe II du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au niveau 1 :

a) la mention : "Architecte" est insérée avant la mention : "Ingénieur";

b) la mention : "Ingénieur industriel" est insérée après la mention : "Ingénieur architecte".

.../...

2° Au niveau 2, la mention : "Architecte" est supprimée.

Article 2 (article 1er du projet).

§ 1er. L'emploi d'ingénieur industriel (rang 10) est accessible :

1° aux porteurs du diplôme d'ingénieur industriel délivré conformément à la loi du 18 février 1977 concernant l'organisation de l'enseignement supérieur et notamment des enseignements supérieur technique et supérieur agricole de type long;

2° aux porteurs d'un diplôme assimilé au diplôme d'ingénieur industriel conformément à la loi précitée du 18 février 1977.

§ 2. L'emploi d'architecte (rang 10) est accessible :

1° aux porteurs du diplôme d'architecte délivré conformément à la loi du 18 février 1977 relative à l'organisation de l'enseignement de l'architecture;

2° aux personnes considérées comme porteurs du grade et du diplôme d'architecte par l'article 6, § 6, de la loi précitée.

Article 3 (article 5 du projet).

§ 1er. Est promu, dans le même emploi, au grade d'ingénieur industriel principal des télécommunications, l'ingénieur industriel qui compte quatre ans d'ancienneté de grade dans le niveau 1 et est titulaire du signalement "bon" au moins.

.../...

§ 2. Est promu, dans le même emploi, au grade d'architecte principal des télécommunications, l'architecte qui compte quatre ans d'ancienneté de grade dans le niveau 1 et est titulaire du signalement "bon" au moins.

Article 4 (article 11 du projet).

§ 1er. A l'article 7, § 1er, de l'arrêté royal du 7 août 1973 relatif aux grades de chef de centre d'exploitation technique et de chef de bureau technique à la Régie des télégraphes et des téléphones, modifié par les arrêtés royaux du 28 juin 1974 et du 6 juillet 1979, le 1° est remplacé par le texte suivant :

"1° les agents revêtus, à titre définitif, d'un des grades suivants :

- chef de groupe-spécialiste,
- chef de groupe,
- ingénieur technicien principal des télécommunications,
- premier vérificateur technique,
- vérificateur technique principal,
- vérificateur technique,
- premier chef de section technique,
- ingénieur technicien,
- chef de section technique".

§ 2. A l'article 10, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 juillet 1979 :

a) le 1° est remplacé par le texte suivant :

"1° les chefs de groupe-spécialistes, les chefs de groupe, les ingénieurs techniciens principaux des télécommunications, les premiers vérificateurs techniques, les vérificateurs

.../...

techniques principaux, les vérificateurs techniques";

b) le 3° est remplacé par le texte suivant :

"3° les ingénieurs techniciens, les chefs de section technique".

Section 2. Statut pécuniaire.

Article 5 (article 4 du projet).

§ ler. A l'annexe 1 de l'arrêté royal du 3 mars 1976 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, modifiée par les arrêtés royaux du 24 février 1977, du 14 juillet 1980 et du 9 avril 1981, sont apportées les modifications suivantes :

1° Dans l'échelle de traitements 12/a, la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications chef de service" est remplacée par la mention : "Ingénieur industriel des télécommunications chef de service".

2° Dans l'échelle de traitements 11/a :

a) la mention : "Architecte des télécommunications en chef" est remplacée par la mention : "Architecte principal des télécommunications";

b) la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications en chef" est remplacée par la mention : "Ingénieur industriel principal des télécommunications".

.../...

3° Dans l'échelle de traitements 10/a, les mentions : "Architecte" et "Ingénieur industriel" sont insérées avant la mention : "Secrétaire d'administration".

4° Au niveau 2, les mentions : "Architecte principal des télécommunications" et "Architecte" sont supprimées.

§ 2. A la même annexe, dans la partie : "Grades supprimés", sont apportées les modifications suivantes (1) :

1° Dans l'échelle de traitements 12/a, la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications chef de service" est insérée ... .

2° Dans l'échelle de traitements 11/a :

a) la mention : "Architecte des télécommunications en chef" est insérée ...

b) la mention : "Ingénieur technicien des télécommunications en chef" est insérée ...

3° Dans l'échelle de traitements 25/f, la mention : "Architecte principal" est insérée ...

4° Dans l'échelle de traitements 25/e, la mention : "Architecte principal des télécommunications" est insérée ...

5° Dans l'échelle de traitements 24/f, la mention : "Architecte" est insérée ...

.../...

(1) A défaut de tableau tenu à jour de cette partie, il a été impossible d'être aussi précis que le texte définitif devra évidemment l'être.

CHAPITRE II. - Dispositions transitoires.

Section 1ère. Statut administratif.

Article 6 (articles 7 et 8 du projet).

§ 1er. L'agent de la Régie, titulaire du grade d'ingénieur technicien ou d'ingénieur technicien principal des télécommunications, dont le diplôme est assimilé à celui d'ingénieur industriel, est nommé au grade d'ingénieur industriel (rang 10).

Cette nomination produit ses effets le premier jour du mois qui suit le jour de la notification, par la voie hiérarchique, à l'administrateur général de la Régie, de l'assimilation du diplôme.

Toutefois, si l'agent notifie l'assimilation dans les trente jours de la publication du présent arrêté, la nomination produit ses effets à la date de l'assimilation du diplôme, mais au plus tôt au 1er décembre 1978.

§ 2. L'agent nommé ingénieur industriel en vertu du paragraphe 1er, garde la qualité d'agent à l'essai, d'agent temporaire ou d'agent définitif dont il est revêtu à la date de cette nomination.

§ 3. L'ingénieur technicien principal des télécommunications nommé ingénieur industriel en vertu du paragraphe 1er, est censé avoir acquis, dans ce dernier grade, l'ancienneté de grade qu'il avait acquise dans le grade d'ingénieur technicien principal des télécommunications, sans que cette ancienneté fictive puisse excéder trois ans.

.../...

Article 7 (article 9 du projet).

§ ler. L'agent de la Régie qui, à la date de la publication du présent arrêté, est titulaire du grade d'ingénieur technicien des télécommunications en chef, est nommé au grade d'ingénieur industriel principal des télécommunications.

L'ancienneté de grade acquise dans l'ancien grade est censée acquise dans le nouveau.

§ 2. L'agent qui a réussi un concours d'accession au grade d'ingénieur technicien des télécommunications en chef, organisé ou en cours d'organisation à la date de la publication du présent arrêté, est nommé au grade d'ingénieur industriel principal des télécommunications.

Cette nomination produit ses effets à la date de la clôture du procès-verbal du concours.

§ 3. Toutefois, si un bénéficiaire du paragraphe ler est porteur d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel et que l'application successive de l'article 6 et de l'article 3 lui eût valu une ancienneté plus grande dans le grade d'ingénieur industriel principal des télécommunications, cette ancienneté lui est reconnue à la date de la nomination prévue au paragraphe ler.

De même, si un bénéficiaire du paragraphe 2 est porteur d'un diplôme assimilé à celui d'ingénieur industriel et que l'application successive de l'article 6 et de l'article 3 lui eût valu une nomination au grade d'ingénieur industriel principal des télécommunications à une date antérieure à celle

de la clôture du procès-verbal du concours, la nomination prévue au paragraphe 2 produit ses effets à cette date antérieure.

Article 8 (article 10 du projet).

L'agent de la Régie qui, à la date de la publication du présent arrêté, est titulaire du grade d'ingénieur technicien des télécommunications chef de service, est nommé au grade d'ingénieur industriel des télécommunications chef de service.

L'ancienneté de grade acquise dans l'ancien grade est censée acquise dans le nouveau.

Article 9 (articles 12 et 13 du projet).

§ 1er. L'agent de la Régie qui,à la date de la publication du présent arrêté, est titulaire du grade d'architecte (rang 24), d'architecte principal (rang 25) ou d'architecte principal des télécommunications (rang 25), est nommé au grade d'architecte (rang 10) à la date de son entrée en service à la Régie en qualité d'architecte, et au plus tôt au 1er décembre 1978.

§ 2. L'agent nommé architecte (rang 10) en vertu du paragraphe 1er, garde la qualité d'agent à l'essai, d'agent temporaire ou d'agent définitif dont il est revêtu à la date de la publication du présent arrêté.

§ 3. L'architecte principal (rang 25) et l'architecte principal des télécommunications (rang 25), nommés architecte (rang 10) en vertu du paragraphe 1er, sont censés avoir acquis, dans ce dernier grade, l'ancienneté de grade qu'ils avaient acquise dans le grade d'architecte principal (rang 25) ou d'architect

.../...

principal des télécommunications (rang 25), sans que cette ancienneté fictive puisse excéder trois ans.

Article 10 (article 14 du projet).

§ 1er. L'agent de la Régie qui, à la date de la publication du présent arrêté, est titulaire du grade d'architecte des télécommunications en chef, est nommé au grade d'architecte principal des télécommunications (rang 11).

L'ancienneté de grade acquise dans l'ancien grade est censée acquise dans le nouveau.

§ 2. L'agent qui a réussi un concours d'accession au grade d'architecte des télécommunications en chef organisé ou en cours d'organisation à la date de la publication du présent arrêté, est nommé au grade d'architecte principal des télécommunications (rang 11).

Cette nomination produit ses effets à la date de la clôture du procès-verbal du concours.

§ 3. Toutefois, au cas où, par l'application successive de l'article 9 et de l'article 3, un bénéficiaire du paragraphe 1er aurait pu obtenir une ancienneté plus grande dans le grade d'architecte principal des télécommunications, cette ancienneté lui est reconnue à la date de la nomination prévue au paragraphe 1er.

.../...

De même, au cas où, par l'application successive de l'article 9 et de l'article 3, un bénéficiaire du paragraphe 2 aurait pu obtenir une nomination au grade d'architecte principal des télécommunications à une date antérieure à celle de la clôture du procès-verbal du concours, la nomination prévue au paragraphe 2 produit ses effets à cette date antérieure.

Section 2. Statut pécuniaire.

Article 11 (article 6 du projet).

§ 1er. Par dérogation aux articles 7, § 2, 24, § 2, alinéa 1er, et 28 de l'arrêté royal du 3 mars 1976 portant statut pécuniaire du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones, ainsi qu'à l'article 8, deuxième tiret, 1°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 février 1977, les échelles de traitements attachées à titre organique ou transitoire aux grades d'ingénieur technicien ou d'ingénieur technicien principal des télécommunications, sont censées avoir appartenu au groupe B et avoir été rangées dans la classe dite "24 ans" pour le calcul du traitement d'un grade du niveau 1 obtenu grâce à la possession du diplôme d'ingénieur industriel ou d'un diplôme assimilé.

§ 2. Par dérogation aux articles 7, § 2, 24, § 2, alinéa 1er, et 28 du même arrêté, les échelles de traitements attachées à titre organique ou transitoire aux grades d'architecte (rang 24), d'architecte principal (rang 25) ou d'architecte principal des télécommunications (rang 25) sont censées avoir appartenu au groupe B pour le calcul du traitement d'un grade du niveau 1 pour lequel le diplôme d'architecte est exigé.

.../...

CHAPITRE III.- Dispositions finales.

Article 12 (article 15 du projet).

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 13 (article 16 du projet).

Notre Ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones et Notre Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre des Communications et des
Postes, Télégraphes et Téléphones,

Le Secrétaire d'Etat aux Postes,
Télégraphes et Téléphones,".

OBSERVATIONS FINALES.

I. Plusieurs dispositions du projet mentionnent, soit pour y faire référence, soit pour les modifier, des arrêtés qui n'ont pas été publiés au Moniteur belge. Comme ces arrêtés intéressent la généralité des citoyens, que d'autre part leur publication

.../...

sera nécessaire à la compréhension de l'arrêté en projet, cette omission doit être réparée au plus tôt.

II. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il ne serait pas opportun d'adopter l'ordre alphabétique du néerlandais dans le texte néerlandais.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De Raad van State, die aanvullende inlichtingen heeft ontvangen van de gemachtigde ambtenaren en het nodige heeft gedaan opdat de bedoelingen van de Regering tot uiting komen in teksten die beantwoorden aan hetgeen gangbaar is in de wetgevingstechniek, is van oordeel een nieuwe tekst te moeten voorstellen.

Om het lezen van de voorgestelde tekst gemakkelijker te maken, is hierna een schema opgenomen in de vorm van een tabel die de overeenstemming met het ontwerp van de Regering aangeeft.

II. Verscheidene bepalingen van het ontwerp (artikel 9, §§ 1 en 2, artikel 10, artikel 12 en artikel 14, §§ 1 en 2) bepalen dat sommige ambtenaren "van ambtswege" worden benoemd tot een van de nieuw ingestelde graden. In artikel 7 daarentegen komen de woorden "van ambtswege" niet voor.

Ze zijn in de voorgestelde tekst opzettelijk achterwege gelaten om te vermijden dat die geacht kan worden hetzij de bevoegde overheid te ontslaan van een uitdrukkelijke benoeming, hetzij zelfs een werkelijk recht op benoeming te verlenen. De weglating is niet van die aard dat zij de verplichting vermindert die de overheid volgens de bedoeling van de Regering zal hebben om met toepassing van de ontworpen tekst de benoeming te doen.

III. Artikel 15 van het ontwerp luidt :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1978. Artikel 12 kan nochtans niet terugwerken tot vóór de datum van indiensttreding van de betrokkene".

.../...

De beoogde terugwerking, die slechts zal gelden voor de individuele maatregelen tot toepassing van het ontworpen besluit, vloeit reeds voort uit de bewoordingen zelf van de bepalingen die in die terugwerking voorzien (artikelen 7 en 12). Deze zijn geenszins in strijd met een inwerkingtreding van het besluit zonder terugwerkende kracht.

VOORGESTELD SCHEMA.

Artikelen van de voorgestelde tekst.	(T.V. = televerbindingen)	Artikelen van het ontwerp.
	Hoofdstuk I. Organieke bepalingen.	
	Afdeling 1. Administratief statuut.	
1	(1) Wijziging van bijlage I van het koninklijk besluit van 8 juli 1977.	2 en 3
2	Diplomavereiste.	1
3	Bevordering (vlakke loopbaan).	5
4	Wijziging van artikel 7 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973.	11
	Afdeling 2. Bezoldigingsregeling.	
5	Wijziging van bijlage I van het koninklijk besluit van 3 maart 1976.	4

.../...

---

(1) Voorgesteld wordt om - in strijd met hetgeen gangbaar is in de wetgevingstechniek - een wijzigingsartikel vooraan in het ontwerp te plaatsen omdat het het uitgangspunt vormt voor alle andere bepalingen. Het andere wijzigingsartikel komt eveneens op zijn logische plaats.

	Hoofdstuk II. Overgangsbepalingen.	
	Afdeling 1. Administratief statuut.	
	Technisch ingenieur en eerstaanwezend technisch ingenieur.	7 en 8
7	Hoofd-technisch ingenieur der T.V. en geslaagden voor het vergelijkend examen.	9
8	Technisch ingenieur der T.V.-dienstchef.	10
9	Architect, eerstaanwezend architect en eerstaanwezend architect der T.V.	12 en 1
10	Hoofdarchitect der T.V.	14
	Afdeling 2. Bezoldigingsregeling.	
11	Gemengde loopbanen van architect en van industrieel ingenieur.	6
	Hoofdstuk III. Slotbepalingen.	
12	Inwerkingtreding.	15
13	Uitvoering van het besluit.	16

VOORGESTELDE TEKST.

"KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE SOMMIGE ADMINISTRATIEVE EN GELDELIJKE BEPALINGEN TEN GUNSTE VAN DE AMBTENAREN VAN DE REGIE VAN TELEGRAFIE EN TELEFONIE DIE MET EEN GRAAD VAN DE LOOPBAAN VAN INDUSTRIEEL INGENIEUR OF VAN DE LOOPBAAN VAN ARCHITECT ZIJN BEKLEED.

BOUDEWIJN, KONING DER BELGEN,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

.../...

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 91 van 11 november 1967;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de graden van technisch chef-exploitatiecentrum en technisch bureauchef bij de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 7, § 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juni 1974 en 6 juli 1979, en artikel 10, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1979;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 maart 1976 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 7, § 2, artikel 8 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 februari 1977, artikel 24, § 2, artikel 28 en bijlage I, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 februari 1977, 14 juli 1980 en 9 april 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op bijlage I, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1979, 14 juli 1980, 9 maart 1981, en bijlage II, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 december 1981;

Overwegende dat het zaak is om, aangezien als gevolg van de wetten van 18 februari 1977 de studiën en het diploma van industrieel ingenieur bestaan en de studiën van architect opnieuw zijn gestructureerd, bij de Regie van Telegrafie en Telefonie een loopbaan van industrieel ingenieur niveau 1 in te stellen en de loopbaan van architect op hetzelfde niveau te brengen;

.../...

Gelet op het advies van de Syndicale raad van advies van de Regie van Telegrafie en Telefonie;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 11 december 1981;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 11 december 1981;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, en van Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - Organieke bepalingen.

Afdeling 1. Administratief statuut.

Artikel 1 (artikelen 2 en 3 van het ontwerp).

§ 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 6 juli 1979, 14 juli 1980 en 9 maart 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In rang 12 wordt de vermelding :"Technisch ingenieur der televerbindingen-dienstchef" vervangen door de vermelding : "Industrieel ingenieur der televerbindingen-dienstchef".

.../...

2° In rang 11 wordt :

a) de vermelding : "Hoofdarchitect der televerbindingen" vervangen door de vermelding : "Eerstaanwezend architect der televerbindingen";

b) de vermelding : "Hoofd-technisch ingenieur der televerbindingen" vervangen door de vermelding : "Eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen".

3° In rang 10 wordt :

a) de vermelding : "Architect" ingevoegd vóór de vermelding : "Ingenieur";

b) de vermelding : "Industrieel ingenieur" ingevoegd na de vermelding : "Architect".

4° In rang 25 worden de vermeldingen : "Eerstaanwezend architect" en "Eerstaanwezend architect der televerbindingen" weggelaten.

5° In rang 24 wordt de vermelding : "Architect" weggelaten.

§ 2. In bijlage II bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° In niveau 1 wordt :

a) de vermelding : "Architect" ingevoegd vóór de vermelding : "Ingenieur";

.../...

b) de vermelding : "Industrieel ingenieur" ingevoegd na de vermelding : "Architect".

2° In niveau 2 wordt de vermelding : "Architect" weggelaten.

Artikel 2 (artikel 1 van het ontwerp).

§ 1. De betrekking van industrieel ingenieur (rang 10) staat open voor :

1° houders van het diploma van industrieel ingenieur, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs en inzonderheid van het technisch hoger en het agrarisch onderwijs van het lange type;

2° houders van een diploma dat overeenkomstig de voormelde wet van 18 februari 1977 is gelijkgesteld met dat van industrieel ingenieur.

§ 2. De betrekking van architect (rang 10) staat open voor :

1° houders van het diploma van architect, uitgereikt overeenkomstig de wet van 18 februari 1977 houdende organisatie van het architectuuronderwijs;

2° personen die bij artikel 6, § 6, van de voormelde wet worden geacht houder te zijn van de graad en het diploma van architect.

.../...

Artikel 3 (artikel 5 van het ontwerp).

§ 1. De industrieel ingenieur met vier jaar graadanciënniteit in niveau 1, die ten minste het signalement "goed" heeft, wordt, in dezelfde betrekking, bevorderd tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen.

§ 2. De architect met vier jaar graadanciënniteit in niveau 1, die ten minste het signalement "goed" heeft, wordt, in dezelfde betrekking, bevorderd tot de graad van eerstaanwezend architect der televerbindingen.

Artikel 4 (artikel 11 van het ontwerp).

§ 1. In artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1973 betreffende de graden van technisch chef - exploitatiecentrum en technisch bureauchef bij de Regie van Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 juni 1974 en 6 juli 1979, wordt 1° vervangen door de volgende tekst :

"1° de personeelsleden vastbenoemd tot één van de volgende graden :

- groepschef-specialist;
- groepschef;
- eerstaanwezend technisch ingenieur der televerbindingen;
- eerste technisch verificateur;
- eerstaanwezend technisch verificateur;
- technisch verificateur;
- eerste technisch sectiechef;
- technisch ingenieur;
- technisch sectiechef".

.../...

§ 2. In artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 juli 1979 :

a) wordt 1° vervangen door de volgende tekst :

"1° de groepschefs-specialisten, de groepschefs, de eerstaanwezend technisch ingenieurs der televerbindingen, de eerste technisch verificateurs, de eerstaanwezend technisch verificateurs, de technisch verificateurs";

b) wordt 3° vervangen door de volgende tekst :

"3° de technisch ingenieurs, de technisch sectiechefs".

Afdeling 2. Bezoldigingsregeling.

Artikel 5 (artikel 4 van het ontwerp).

§ 1. In bijlage 1 van het koninklijk besluit van 3 maart 1976 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 februari 1977, 14 juli 1980 en 9 april 1981, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In weddeschaal 12/a wordt de vermelding : "Technisch ingenieur der televerbindingen-dienstchef" vervangen door de vermelding : "Industrieel ingenieur der televerbindingen-dienstchef".

2° In weddeschaal 11/a wordt :

a) de vermelding : "Hoofdarchitect der televerbindingen" vervangen door de vermelding : "Eerstaanwezend architect der televerbindingen";

.../...

b) de vermelding : "Hoofd-technisch ingenieur der televerbindingen" vervangen door de vermelding : "Eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen".

3° In weddeschaal 10/a worden de vermeldingen : "Architect" en "Industrieel ingenieur" ingevoegd vóór de vermelding : "Secretaris van administratie".

4° In niveau 2 worden de vermeldingen : "Eerstaanwezend architect der televerbindingen" en "Architect" weggelaten.

§ 2. In dezelfde bijlage worden in de rubriek "Afgeschafte graden" de volgende wijzigingen aangebracht (1) :

1° In weddeschaal 12/a wordt de vermelding : "Technisch ingenieur der televerbindingen-dienstchef" ingevoegd ...

2° In weddeschaal 11/a wordt :

a) de vermelding : "Hoofdarchitect der televerbindingen" ingevoegd ...;

b) de vermelding : "Hoofd-technisch ingenieur der televerbindingen" ingevoegd ... .

3° In weddeschaal 25/f wordt de vermelding : "Eerstaanwezend architect" ingevoegd ... .

.../...

---

(1) Bij gebrek aan bijgewerkte tabel voor deze rubriek, is het niet mogelijk geweest om even precies te zijn als van de uiteindelijke tekst uiteraard wordt verwacht.

4° In weddeschaal 25/e wordt de vermelding : "Eerstaanwezend architect der televerbindingen" ingevoegd ... .

5° In weddeschaal 24/f wordt de vermelding : "Architect" ingevoegd ... .

HOOFDSTUK II. - Overgangsbepalingen.

Afdeling 1. Administratief statuut.

Artikel 6 (artikelen 7 en 8 van het ontwerp).

§ 1. De ambtenaar van de Regie, die met de graad van technisch ingenieur of eerstaanwezend technisch ingenieur der televerbindingen is bekleed en wiens diploma met dat van industrieel ingenieur is gelijkgesteld, wordt benoemd tot de graad van industrieel ingenieur (rang 10).

Deze benoeming heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de dag dat de gelijkstelling van het diploma langs hiërarchische weg ter kennis wordt gebracht van de administrateur-generaal van de Regie.

Indien de ambtenaar de gelijkstelling ter kennis brengt binnen dertig dagen na de bekendmaking van dit besluit, heeft de benoeming echter uitwerking op de datum van de gelijkstelling van het diploma, maar ten vroegste op 1 december 1978.

§ 2. De ambtenaar die krachtens paragraaf 1 tot industrieel ingenieur wordt benoemd, behoudt de hoedanigheid van ambtenaar op proef, tijdelijk ambtenaar of vastbenoemd ambtenaar die hij bezit op de datum van de benoeming.

.../...

§ 3. De eerstaanwezend technisch ingenieur der televerbindingen die krachtens paragraaf 1 tot industrieel ingenieur wordt benoemd, wordt geacht in deze laatste graad de graadanciënniteit te hebben verkregen die hij in de graad van eerstaanwezend technisch ingenieur der televerbindingen had verkregen; die fictieve anciënniteit mag echter niet meer bedragen dan 3 jaar.

Artikel 7 (artikel 9 van het ontwerp).

§ 1. De ambtenaar van de Regie, die op de datum van de bekendmaking van dit besluit bekleed is met de graad van hoofd-technisch ingenieur der televerbindingen wordt benoemd tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen.

De in de vroegere graad verkregen graadanciënniteit wordt geacht in de nieuwe graad te zijn verkregen.

§ 2. De ambtenaar die geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar de graad van hoofd-technisch ingenieur der televerbindingen, dat op de datum van de bekendmaking van dit besluit georganiseerd of nog in uitvoering is, wordt benoemd tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen.

De benoeming heeft uitwerking op de datum van afsluiting van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

§ 3. Indien een begunstigde van paragraaf 1 echter houder is van een diploma gelijkgesteld met dat van industrieel ingenieur en de achtereenvolgende toepassing van artikel 6 en van artikel 3 hem een hogere anciënniteit zou hebben opgeleverd

.../...

in de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen, wordt die anciënniteit hem echter toegekend op de datum van de benoeming bedoeld in paragraaf 1.

Evenzo, indien een begunstigde van paragraaf 2 houder is van een diploma gelijkgesteld met dat van industrieel ingenieur en de achtereenvolgende toepassing van artikel 6 en van artikel 3 hem een benoeming tot de graad van eerstaanwezend industrieel ingenieur der televerbindingen zou hebben opgeleverd op een datum vóór die van de afsluiting van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, heeft de in paragraaf 2 bedoelde benoeming uitwerking op die vroegere datum.

Artikel 8 (artikel 10 van het ontwerp).

De ambtenaar van de Regie, die op de datum van de bekendmaking van dit besluit bekleed is met de graad van technisch ingenieur der televerbindingen-dienstchef, wordt benoemd tot de graad van industrieel ingenieur der televerbindingen-dienstchef.

De in de vroegere graad verkregen graadanciënniteit wordt geacht in de nieuwe graad te zijn verkregen.

Artikel 9 (artikelen 12 en 13 van het ontwerp).

§ 1. De ambtenaar van de Regie, die op de datum van bekendmaking van dit besluit bekleed is met de graad van architect (rang 24), eerstaanwezend architect (rang 25) of eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 25), wordt benoemd tot de graad van architect (rang 10) op de datum dat hij als architect bij de Regie in dienst is getreden, en ten vroegste op 1 december 1978.

.../...

§ 2. De ambtenaar die krachtens paragraaf 1 tot architect (rang 10) wordt benoemd, behoudt de hoedanigheid van ambtenaar op proef, tijdelijk ambtenaar of vastbenoemd ambtenaar die hij bezit op de datum van bekendmaking van dit besluit.

§ 3. De eerstaanwezend architect (rang 25) en de eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 25), die krachtens paragraaf 1 tot architect (rang 10) worden benoemd, worden geacht in deze laatste graad de graadanciënniteit te hebben verkregen die zij in de graad van eerstaanwezend architect (rang 25) of van eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 25) hadden verkregen; die fictieve anciënniteit mag echter niet meer bedragen dan 3 jaar.

Artikel 10 (artikel 14 van het ontwerp).

§ 1. De ambtenaar van de Regie, die op de datum van de bekendmaking van dit besluit bekleed is met de graad van hoofdarchitect der televerbindingen, wordt benoemd tot de graad van eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 11).

De in de vroegere graad verkregen graadanciënniteit wordt geacht in de nieuwe graad te zijn verkregen.

§ 2. De ambtenaar die geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar de graad van hoofdarchitect der televerbindingen, dat op de datum van de bekendmaking van dit besluit georganiseerd of nog in uitvoering is, wordt benoemd tot de graad van eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 11).

.../...

De benoeming heeft uitwerking op de datum van afsluiting van het proces-verbaal van het vergelijkend examen.

§ 3. Indien een begunstigde van paragraaf 1 door de achtereenvolgende toepassing van artikel 9 en van artikel 3 een grotere anciënniteit had kunnen verkrijgen in de graad van eerstaanwezend architect der televerbindingen, wordt die anciënniteit hem echter toegekend op de datum van de benoeming bedoeld in paragraaf 1.

Evenzo, indien een begunstigde van paragraaf 2 door de achtereenvolgende toepassing van artikel 9 en artikel 3 tot de graad van eerstaanwezend architect der televerbindingen benoemd had kunnen worden op een datum vóór die van de afsluiting van het proces-verbaal van het vergelijkend examen, heeft de in paragraaf 2 bedoelde benoeming uitwerking op die vroegere datum.

Afdeling 2. Bezoldigingsregeling.

Artikel 11 (artikel 6 van het ontwerp).

§ 1. In afwijking van de artikelen 7, § 2, 24, § 2, eerste lid, en 28 van het koninklijk besluit van 3 maart 1976 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie, alsook van artikel 8, tweede streepje, 1°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 februari 1977, worden de weddeschalen die in de organieke regeling of in de overgangsregeling verbonden zijn aan de graden van technisch ingenieur of van eerstaanwezend technisch ingenieur der televerbindingen, voor de berekening van de wedde van een tot niveau 1 behorende graad die is verkregen dank zij het bezit van het diploma van

.../...

industrieel ingenieur of van een gelijkgesteld diploma, geacht tot groep B te hebben behoord en ingedeeld te zijn geweest in de zogeheten klasse "24 jaar".

§ 2. In afwijking van de artikelen 7, § 2, 24, § 2, eerste lid, en 28 van hetzelfde besluit, worden de weddeschalen die in de organieke regeling of in de overgangsregeling verbonden zijn aan de graden van architect (rang 24), eerstaanwezend architect (rang 25) of eerstaanwezend architect der televerbindingen (rang 25), voor de berekening van de wedde van een graad van niveau 1 waarvoor het diploma van architect vereist is, geacht tot groep B te hebben behoord.

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen.

Artikel 12 (artikel 15 van het ontwerp).

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Artikel 13 (artikel 16 van het ontwerp).

Onze Minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Onze Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Verkeerswezen en
Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

De Staatssecretaris voor Posterijen,
Telegrafie en Telefonie,".

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

I. Een aantal bepalingen van het ontwerp vermelden besluiten die niet in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, nu eens om ernaar te verwijzen, dan weer om ze te wijzigen. Aangezien die besluiten op de burgers in het algemeen betrekking hebben en de bekendmaking ervan bovendien noodzakelijk is om het ontworpen besluit te begrijpen, behoort dat verzuim zo vlug mogelijk te worden hersteld.

II. De Regering behoort uit te maken of het niet dienstig zou zijn in de Nederlandse tekst de Nederlandse alfabetische volgorde te gebruiken.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre, président,
de Heren : kamervoorzitter, voorzitter,

H. ROUSSEAU, président de chambre,
kamervoorzitter,

Ch.HUBERLANT, conseiller d'Etat,
staatsraad,

R. PIRSON, assesseurs de la
section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.